



Communiqué de presse

Lucerne, le 27 août 2009

Les villes exigent un «mainstreaming urbain»

«La Confédération et les cantons ne peuvent pas se permettre de se passer des compétences et des expériences des villes.» C'est l'une des phrases-clés de la Journée des villes 2009 qui s'est tenue à Lucerne. Les villes y ont exigé un «mainstreaming urbain» dans la politique fédérale, soit une prise en compte systématique des intérêts urbains dans les processus décisionnels. Par ailleurs, ces assises étaient consacrées à l'espace public, «entre revendications et responsabilité».

Près de 240 délégués et invités en provenance de toute la Suisse, d'Allemagne et d'Autriche ont participé à la Journée des villes 2009, qui s'est tenue à Lucerne. La ville au bord du Lac des Quatre-Cantons avait accueilli l'événement pour la dernière fois en 1943.

Instaurer un «mainstreaming urbain»

Le fait que les villes et les communes soient très concernées par la politique fédérale est de plus en plus visible. Presque tous les domaines fédéraux ont des incidences sur elles. Malgré cela, elles ont encore de la peine à se faire entendre des instances fédérales. Quelques succès (fonds d'infrastructure, programmes d'agglomération, etc.) ne doivent pas faire oublier qu'il ne va toujours pas de soi que la Confédération et les cantons intègrent les villes dans les processus décisionnels.

Pour le président de l'Union des villes suisses Marcel Guignard, il s'agit désormais de susciter une prise de conscience au sein des instances fédérales et cantonales, afin qu'elles examinent systématiquement les effets de chaque règlement adopté sur les villes et les communes urbaines. C'est un véritable «mainstreaming urbain» qui est ainsi exigé par les villes. Ce qui signifie aussi que la politique d'agglomération doit être, encore davantage qu'aujourd'hui, une politique transversale influençant les autres domaines politiques.

Incontournable Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA)

Plateforme à l'importance primordiale, la Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA) permet, précisément, de renforcer la conscience de la nécessité d'impliquer les villes et les communes dans la politique fédérale. Soutenue par le Conseil fédéral, les cantons, les villes et communes, cette organisation est aujourd'hui incontournable. C'est ce qu'a expliqué la directrice de l'UVS Renate Amstutz. Il est impératif d'institutionnaliser la CTA, qui n'a aujourd'hui qu'un statut de projet et qui ne peut, de ce fait, qu'émettre des recommandations. Une institutionnalisation de cet instrument permettrait de lui attribuer des tâches et des compétences précises. Les problèmes ne s'arrêtent pas aux frontières des communes, des villes, des cantons ou des pays, a insisté la directrice, mais ils se déploient désormais au sein d'espaces fonctionnels. C'est pourquoi le principe tripartite, qui intègre les niveaux institutionnels à parts égales, est la promesse de solutions supportables par tous.



Réseaux à fibres optiques: pas d'infrastructures parallèles!

La construction de réseaux à fibres optiques est aussi un enjeu important pour les villes et leurs habitants. L'Union des villes suisses a instauré un groupe de travail chargé de coordonner les revendications des villes dans ce domaine. Elle exige d'ores et déjà que les réseaux soient construits de la façon la plus avantageuse possible, sans infrastructures parallèles, qui sont un non-sens économique.

Espace public – Ses utilisations dans le champ de tensions des revendications et de la responsabilité

La Journée des villes 2009, organisée au Musée suisse des transports, était par ailleurs consacrée à l'espace public, ses approches et ses multiples utilisations, qui placent les villes devant de grands défis. La professeure Barbara Zibell, de l'Université de Hanovre, a montré dans son exposé que la représentation idéale de l'espace public – un espace disponible à égalité pour tout un chacun – n'avait jamais été réalité. Les revendications des différents groupes de possibles usagers font naître des conflits. Une culture de la gestion des conflits est nécessaire. Grâce aux instruments de démocratie directe, les villes suisses sont bien placées pour assumer cette tâche de longue durée, a conclu la professeure.

Dans cette même perspective, le maire de Lucerne, Urs W. Studer, a présenté les solutions adoptées par sa ville. Elles consistent en un bouquet de mesures prises dans différents domaines (social, planification urbaine, nettoyages, police, prévention et, bien sûr, intérêts des usagers). La ville hôte de la Journée des villes 2009 avait en outre mandaté le réalisateur lucernois Simon Weber pour tourner de petites séquences vidéo en différents endroits de la capitale cantonale. Brefs, colorés et explicatifs, ces clips ont donné une touche culturelle à la thématique 2009. Ils sont visibles sur le site de l'Union des villes suisses (www.uniondesvilles.ch).

Enfin, la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf a aussi montré que l'espace public n'est pas seulement une préoccupation locale, mais qu'il concerne également la politique fédérale. Selon elle, toute prétention d'utilisation doit aller de pair avec l'acceptation de la responsabilité qui incombe aux usagers.

Les discours de la Journée des villes sont disponibles sur le site internet de l'UVS (www.uniondesvilles.ch).

L'Union des villes suisses

L'Union des villes suisses compte 125 membres et défend les intérêts et revendications des villes et des communes urbaines. L'association représente ainsi la Suisse urbaine, dans laquelle vit près de trois quarts de la population de Suisse et à qui le pays doit 84% de sa production économique.



Informations supplémentaires:

Dr. Marcel Guignard, président de l'Union des villes suisses, maire d'Aarau
079 214 94 53

Urs W. Studer, maire de Lucerne
041 208 82 51

Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes suisses
079 373 52 18